

demi-teinte pour le sommet de la francophonie, pourtant un incontestable succès vietnamien. HANOI ---De l'un de nos envoyés spéciaux ***** Construit en 1911 avec, sans doute, l'argent de l'hévéa, l'opéra de Hanoi est une merveilleuse bonbonnière crème et or, qui vient d'être restaurée à l'occasion du septième sommet de la francophonie. Au-dessus de la scène, veillant sur les acteurs du jour - le président Chirac, Mme Nguyen Thi Binh, vice-présidente de la République du Vietnam, le Premier ministre canadien québécois Jean Chrétien et son homologue du Nouveau-Brunswick, province canadienne hôte du futur sommet -, un Gaulois moustachu serti dans un médaillon surveille le spectacle. Il ne s'agit pas cette fois de la «Vie parisienne» mais de la clôture d'un sommet qui se voulait consacré à l'économie et qui lui préféra la politique et les réformes institutionnelles.

Ouvrant la traditionnelle conférence de presse de clôture, Mme Binh semblait cependant satisfaite: le Vietnam, sans rien concéder sur des points essentiels, certainement pas en matière de souveraineté nationale ou de droits de l'homme, avait réussi le pari d'organiser un sommet rassemblant des délégations venues de 49 pays se considérant comme francophones, dont les plus riches ne se privèrent pas de courtiser le jeune tigre asiatique. C'est ainsi que le président Chirac signa des contrats pour une valeur de 4 milliards de FF et que le Premier ministre belge Jean-Luc Dehaene accorda 30 millions de FB d'aide d'urgence au profit des victimes du typhon Linda. Jacques Chirac aurait dû arborer lui aussi une mine sereine: n'avait-il pas réussi, dès le samedi, en six coups de téléphone et trois claques sur l'épaule, à désamorcer la fronde africaine des premiers jours, et à faire accepter sans rechigner son candidat personnel, Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général de la francophonie?

Ce dernier s'appuiera sur un conseil d'administration plus encombrant que contestataire, composé de représentants personnels des 48 chefs d'Etat, et devra rendre compte au Conseil général de la francophonie. Lors de la séance de travail, seule Mme Onkelinx avait eu le front de monter au créneau et de faire préciser les prérogatives de celui qui sera le numéro deux de la francophonie, l'administrateur général de son agence d'exécution, soucieuse qu'elle était qu'on n'empiète pas sur les prérogatives de Roger Dehaybe pour renforcer celles de Boutros-Ghali. Ce dernier, durant les quatre ans de son mandat, sera désormais chargé de parler au nom de la francophonie et, entouré d'une cellule de crise, pourra être chargé d'entreprendre des missions de médiation, de prévention de conflits... Il ne devrait pas tarder à se retrouver à l'ouvrage.

En effet, si le président Chirac avait, malgré l'élection de son candidat, la mine soucieuse, c'est parce que ce succès a été terni par une gifle magistrale: le président de la République démocratique du Congo venait de faire savoir que son pays quittait la francophonie! Laurent-Désiré Kabila, annonçant sa décision à Kinshasa avait ajouté sans ambages qu'il souhaitait que son pays poursuive sa coopération culturelle avec la France, mais sans passer par la francophonie, qu'il considère pratiquement comme un avatar du